

Construisons une sécurisation de l'emploi et de la formation

Une situation intolérable.

Le chômage massif et la précarité sont plus que jamais intolérables.

Si l'on prend en compte toutes les catégories de demandeurs d'emploi ainsi que les jeunes qui sont exclus aujourd'hui des droits aux prestations, le nombre réel des chômeurs est plus proche des 5 millions que des 3 ! Les formes précaires du travail ou les temps partiels subis explosent et touchent 27% des salariés et 40% des femmes salariées.

Les créations nettes d'emplois restent d'une faiblesse inquiétante : 76 000 prévues pour 2006 pour 23 millions de salariés.

90% des CNE viennent remplacer des embauches qui auraient eu lieu de toute façon sous d'autres formes, ce qui renforce la légitimité de la bataille pour les supprimer.

Chacun le constate dans sa localité : les fermetures de sites, les restructurations avec plans de licenciement marquent partout la situation.

Ces suppressions d'emplois sont la contrepartie visible de « l'économie casino » qui joue avec les hommes et les femmes comme on jouerait avec des pions.

Qu'on ne nous dise pas que c'est fatal !

De l'argent il y en a pour les OPA géantes (Arcélor-Mittal, Alcatel-Lucent, Suez-Gdf etc), les dividendes juteux (+23% au seul 1^{er} semestre pour les entreprises du CAC 40), les stock options et autres spéculations financières. Il faut arriver à le réorienter vers l'économie réelle et la création d'emplois pour répondre aux besoins.

Des résistances et des luttes qui posent des choix de société.

Cette situation engendre tout à la fois des luttes de résistances, des sentiments de fatalisme mais aussi de révolte contre ce gâchis humain, ces injustices, cet avenir bouché pour la jeunesse. L'exigence de sécurisation des emplois et des parcours professionnels monte aujourd'hui de partout.

Mais, au lieu de promesses démagogiques, il s'agit de se rassembler pour des transformations profondes avec de nouvelles institutions, de nouveaux droits et de nouveaux moyens afin de construire réellement une sécurisation effective.

Nous appelons les travailleurs, les citoyens à débattre dans les localités, les départements, les régions de propositions en vue de les faire aboutir pour les élections de 2007 et la prochaine législature.

Les communistes ont proposé d'avancer vers une véritable sécurité d'emploi ou de formation visant à éradiquer le chômage et changer le travail en assurant à chacun et chacune un emploi, une formation pour retourner à un meilleur emploi, bien rémunéré et choisi. Pour cela il est indispensable de contrôler efficacement les fonds

publics attribués aux entreprises. Il est indispensable de réorienter le crédit et les relations entre les banques et les entreprises pour les mettre au service d'une croissance saine et durable et des créations d'emplois ; Il est indispensable d'établir des pouvoirs nouveaux pour que les salariés puissent intervenir sur les orientations et les décisions des entreprises.

Avec d'autres forces politiques, syndicales et associatives, nous proposons d'organiser des rencontres pour des transformations allant immédiatement dans ce sens.

Débattons d'une loi de sécurisation sociale de l'emploi et de la formation

A partir des différentes situations d'insécurité sociale et des luttes concrètes engagées sur le terrain, il s'agit d'avancer :

- des principes nouveaux du droit du travail pour la sécurisation des emplois et des formations.
- un renforcement des contrats à durée indéterminée, de nouveaux contrats sécurisés et l'affiliation de chacun à un service public de sécurisation.
- un service public et social démocratique de sécurité professionnelle de l'emploi et de la formation, s'appuyant sur des conférences nationales annuelles.
- des droits et des pouvoirs des salariés et des populations. Des incitations et des obligations pour responsabiliser les entreprises. Une nouvelle organisation des moyens financiers concernant les fonds publics, le crédit et les entreprises.

C'est dans cet esprit que nous voulons élaborer avec les citoyens, les salariés, les syndicalistes, les élus locaux, les militants associatifs etc. une proposition de loi de sécurisation sociale de l'emploi.

Pour débattre des contenus nécessaires, nous organisons, avec d'autres, des Assises locales, régionales, nationales qui rendront publics des cahiers de propositions.

Cette proposition de loi sera un outil précieux permettant de soutenir les luttes et les exigences populaires et de nourrir un programme transformateur pour les élections présidentielles et législatives. Cela permettra d'éradiquer graduellement le chômage et la précarité pour créer les emplois et les formations nécessaires à un nouveau type de croissance favorisant la promotion de chacune et chacun.

Date,
lieu
heures
des Assises

